

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 24/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERES DE GUITTERNEL**

Lieu-dit Gouviard  
22640 Plénée-Jugon

Références : 2025.034  
Code AIOT : 0005502160

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2024 dans l'établissement CARRIERES DE GUITTERNEL implanté BAUDRY 22480 Canihuel. L'inspection a été annoncée le 02/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite au nouvel arrêté préfectoral d'autorisation du 13 octobre 2023, et a consisté en la vérification de certaines de ses dispositions.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES DE GUITTERNEL
- BAUDRY 22480 Canihuel

- Code AIOT : 0005502160
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de roches massives autorisée par arrêté préfectoral en date du 13 octobre 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Protection de la biodiversité	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.3.	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déboisement et défrichage	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.	Sans objet
2	Aménagement d'un merlon périphérique	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.	Sans objet
3	SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.2.	Sans objet
4	Localisation des points de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.3.	Sans objet
5	Surveillance des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.4.	Sans objet
8	Surveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.4.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des points de vigilance concernant le maintien de la lutte contre la Renouée du Japon, la transmission du courrier sur l'aménagement du pont cadre et concernant l'action corrective sur le bruit émis par une pièce de structure.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Déboisement et défrichage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Déboisement et défrichage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. L'exploitant bénéficie d'une autorisation de défrichement des terrains suivants :</p> <p>Les travaux liés au défrichage doivent être effectués au cours des 2 premières phases quinquennales d'exploitation.</p> <p>En compensation de ce défrichage, l'exploitant doit réaliser le boisement des parcelles suivantes :</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant a procédé au déboisement de la parcelle B 194p au Sud-Ouest du site tel que prévu dans son arrêté. L'exploitant indique qu'il souhaite avancer le déboisement de la parcelle B 188p prévu initialement sur la phase 2, pour des questions d'accès et de sécurité. Ainsi, un porter à connaissance a été déposé le 11 octobre 2024 pour notifier cette anticipation du déboisement de 1.43 ha. Les autres parcelles prévues en déboisement seront maintenues jusqu'à la phase 2 comme prévu dans l'arrêté préfectoral. Dans son dossier, l'exploitant justifie du caractère non substantiel de sa demande de modification. L'exploitant peut mettre en œuvre la modification du phasage du déboisement. De plus, l'exploitant précise que les boisements compensateurs ont été réalisés en 2024 sur l'ensemble des parcelles à SEVIGNAC et seront réalisés en 2025 sur les autres secteurs concernés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

## N° 2 : Aménagement d'un merlon périphérique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3.</p> <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement d'un merlon périphérique</p> <p><b>Prescription contrôlée :</b></p>
---

L'exploitant doit aménager un merlon périphérique, d'une hauteur minimale de 6 mètres, sur la plate-forme Ouest, dès le début des activités et au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que le merlon périphérique n'a pas été créé, aucun travaux sur la plate-forme Ouest n'a débuté. De plus, le pont au dessus de la route départementale n'est pas construit pour relier cette plate-forme à la zone de traitement des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures présentées dans le dossier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• hameau de Kerguéner,</li> <li>• hameau de Keralliou,</li> <li>• hameau de Keravel (station témoin).</li> </ul> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur objective prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>En cas de dépassement, l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p>En cas de nuisances liées aux retombées de poussières, le suivi des retombées atmosphériques totales peut être étendu sur de nouvelles stations de mesures au droit des habitations situées sous les vents dominants.</p>
<b>Constats :</b>  L'exploitant fournit le rapport de mesures de retombées atmosphériques de poussières pour la première campagne de 2024. Le rapport conclut au respect de la valeur objectif de 500 mg/m <sup>2</sup> /j sur les points de suivi: point 1 à

122 mg/m2/j et point 2 à 90.9 mg/m2/j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Localisation des points de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes (cf. plan du circuit des eaux en annexes) :
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que le site ne dispose que d'un point de rejet unique. Le second point de rejet, prévu pour gérer les eaux de la plate-forme Ouest, sera créé lors de la réalisation de cette plate-forme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Surveillance des eaux rejetées**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux rejetées

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentrations ci-dessous définies.  
Les rejets R1 et R2 ne doivent en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière
Température	< 30 °C
pH	5,5 - 8,5
MES	25 mg/L
DCO	30 mg/L
Hydrocarbures	5 mg/L

<b>Fer + Aluminium</b>	5 mg/l

Les valeurs limites figurant ci-dessus sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En cas de dépassement sur un paramètre de ces valeurs, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'Inspection des Installations Classées.

**En cas d'impossibilité de rejet (valeurs non respectées), l'exploitant doit disposer de l'ensemble des moyens de confinement des eaux (fermeture de l'exutoire) sur le site et indiquer les mesures qu'il compte mettre en œuvre (traitement, évacuation...).**

De plus, les dispositions suivantes sont mises en œuvre pour les rejets R1 et R2 :

Paramètres	Type de suivi	Fréquence d'analyse
pH	Moyen 24 heures	Trimestrielle
MES	Trimestrielle	
DCO	Trimestrielle	
Hydrocarbures	Annuelle	
Fer + Aluminium	Annuelle	

#### Constats :

L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées à la fréquence de suivi trimestrielle pour les paramètres pH, MES et DCO et annuelle pour les paramètres Hydrocarbures et Fer+Aluminium.

Pour la période concernée (janvier, avril et juillet 2024), les valeurs limites de rejets sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Protection de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la biodiversité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Mesures de réduction <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant doit éviter les périodes pendant lesquelles les espèces sont les plus vulnérables, ainsi les travaux de défrichement ou de suppression de la végétation présente sur les terrains sollicités en extension ne sont réalisés que sur les mois d'octobre et novembre.</li><li>• L'exploitant doit lutter contre la Renouée du Japon en prévoyant l'éradication complète de cette plante sur les berges du Sulon.</li><li>• L'exploitant doit réaliser la plantation de 585 mètres linéaires de haies sur la plate-forme Est au cours de la première phase d'exploitation (0-5 ans).</li><li>• L'exploitant doit prévoir l'aménagement d'un pont cadre en remplacement des trois buses existantes sur le Sulon avec la création d'un chemin d'accès entre l'emprise actuelle de la carrière et la future zone de stockage à l'Ouest sur la période d'étiage (août/septembre).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant précise que les travaux de défrichement sur les parcelles en extension Sud ont eu lieu en novembre 2023. De plus, l'exploitant indique qu'une campagne d'éradication de la Renouée du Japon sur les berges du Sulon a eu lieu en février 2024 mais que des repousses ont été observées. L'exploitant indique que la plantation de linéaires de haies sur la plate-forme Est n'a pas été réalisée puisqu'aucun accès et aménagement n'ont débuté sur cette zone. Lors de l'inspection, il est constaté que l'aménagement du pont cadre au dessus du Sulon n'a pas été réalisé et que les éléments de ce pont sont stockés sur le site. L'exploitant précise que les travaux ont été effectivement retardés mais débiteront avant le 31 octobre, et qu'il en a informé l'OFB par courrier.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit maintenir la lutte contre la Renouée du Japon sur les berges du Sulon jusqu'à l'éradication complète de cette plante. L'exploitant doit transmettre une copie, à l'Inspection, du courrier destiné à l'OFB concernant l'aménagement du pont cadre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Auto surveillance des niveaux sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>



Une mesure de la situation acoustique par un contrôle des émergences est effectuée dès le début des activités et au plus tard dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis est renouvelée tous les deux ans sur les points de mesures prévus, à savoir :

- station P1, située au droit du hameau de Kerguéner ;
- station P2, située au droit du hameau de Keralliou.

Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifiés. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'Inspection des Installations Classées peut demander.

L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement...). Le compte-rendu des mesures doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.

Dans le cas de dépassements des valeurs réglementaires d'émissions au droit des habitations riveraines au cours d'une campagne de mesures, l'exploitant doit prendre toutes les mesures pour limiter les émissions et doit réaliser un nouveau contrôle, au cours de la même année, pour juger de l'efficacité de ces mesures.

#### **Constats :**

L'exploitant fournit le rapport de mesure de la situation acoustique de l'installation de septembre 2024. Le rapport conclut au respect des valeurs limites d'émergence sur les points de mesures prévus.

Lors de l'inspection, il est constaté qu'une pièce de structure de la passerelle du concasseur primaire émet un bruit parasite.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit faire cesser le bruit parasite au niveau de la passerelle soit en démontant la pièce concernée soit en procédant à sa réparation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 8 : Surveillance des vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.4.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des vibrations

#### **Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. On entend par « constructions avoisinantes » les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Une mesure des vibrations et de l'onde de pression acoustique est réalisée, trimestriellement, au

niveau de l'habitation la plus proche du tir.

Une fois par an, cette mesure est effectuée par un organisme ou une personne qualifiés.

Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir (plan de tir, charge unitaire, distance par rapport à l'habitation, orientation...) ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

**Constats :**

L'exploitant fournit les résultats de mesures de vibrations réalisées lors des derniers tirs de mines.

Les valeurs limites de vibrations sont respectées.

La mesure de vibration a été réalisée par un bureau d'études le 12 septembre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite